



Vandoeuvre lès Nancy, le 30 janvier 2011

Monsieur Le Procureur de la République
TGI de Nancy
Monsieur Raymond **MOREY**
Tribunal de Grande Instance
Rue du Général Fabvier
CO 27
54035 NANCY CEDEX

V/Réf. :

N/Réf. : PR 06/11

Objet : Dépôt plainte du 20/11/10 – Dossier 10/2006 TGI NANCY - LRAR 1A 047 741 3514 2

Monsieur Le Ministre de la Justice,

Je vous ai interpellé le 22 novembre dernier et vous m'avez fait répondre le 02/12/10 par votre adjoint de cabinet, M. Pierre SIMON, qui a demandé à M. le Procureur de la République de s'intéresser sérieusement au dossier. Je vous remercie vivement pour votre intervention.

Mais voilà, depuis deux mois, je suis au regret de constater que rien n'a été fait. Il aura fallu exactement trois mois pour me signifier un rappel à la loi parce que j'ai eu le courage d'écrire à l'enquêteur social qu'il n'avait malheureusement pas les « couilles » de venir s'expliquer sur ses mensonges dans son rapport. Après s'être introduit illicitement dans les locaux de ma société il y a 6 mois, le second enquêteur bénéficie aujourd'hui d'une immunité complète. Deux poids, deux mesures ! Si l'on accorde à cette personne le droit de s'introduire chez moi, alors ai-je le droit de m'introduire illicitement dans votre bureau ? D'autant que ce sont mes impôts et taxes...

Mais il y a plus grave, et c'était l'objet de mon précédent courrier : les difficultés que je rencontre avec Mme la Présidente du TGI de Nancy sur l'obtention des droits de visite et d'hébergement de ma fille Anouk. J'ai explicité les faits dans le rapport ci-joint que je résume brièvement : j'ai accepté une enquête sociale, mais l'enquêteur a menti en écrivant que je logeais dans bureau et que j'y stockais également des produits dangereux. J'ai dénoncé à plusieurs reprises ces allégations, mais le tribunal se moque de mes courriers et s'assoit sur les lois. J'ai interpellé M. le Président de la République et votre prédécesseur début avril 2010 sur cette situation, et en particulier sur mon statut précaire de chef d'entreprise face à la crise économique actuelle. La situation s'est alors calmée mais le tribunal s'est livré à une véritable cabale depuis septembre 2010, en multipliant les violations de domicile avec suspicion de vol, diffamations et non respect des procédures. Bref une justice sans foi ni loi et qui s'assoit littéralement sur le NCPC. Et plus je dénonce les faits, plus elle s'acharne !

Je n'ai pas vu ma fille Anouk depuis le samedi 06 novembre 2010 à 9h00, je n'ai pas vu Anouk depuis 85 jours !!

Je suis aujourd'hui révolté par cette justice d'Outreau, justice qui retire les pièces que j'apporte et qui fabrique de faux éléments, qui fabrique des rapports mensongers, et qui m'interdit aujourd'hui de voir et d'héberger à équité Anouk, la chair de ma chair, celle qui est la plus précieuse à mes yeux, celle pour qui je suis prêt à mourir demain. Comme je l'ai écrit à l'enquêteur, comme je l'ai redit au tribunal, aux policiers et au substitut du procureur : « *Tu as choisi de détruire ma fille, je détruirai tes enfants. Œil pour œil, dent pour dent !* ».

J'avais fixé un ultimatum en avril dernier dans ce dit courrier, mais personne n'a rien fait et j'ai délocalisé ma société.

Aujourd'hui je suis lessivé, vidé. Je ne dors plus la nuit et la journée, je ne tiens qu'avec des médicaments. Je n'ai plus l'envie de travailler, et à quoi bon travailler pour générer des taxes et impôts qui vont servir à payer les salaires de ces fonctionnaires de justice qui n'ont de cesse que de me chier dessus ! Cette justice d'Outreau m'a pris ma seule raison de vivre, elle m'a fait basculer dans la phase de la vengeance et je suis prêt à mourir.

J'ai laissé une copie du dossier à mes amis, ils le transmettront à Anouk en lui expliquant la vérité. J'ai méticuleusement commenté et hiérarchisé tout le dossier dans ses moindres détails et dans une semaine, il sera publié sur internet et livré aux médias. Dans une semaine, je règle mes comptes avec ceux qui ont menti et m'ont interdit de voir Anouk.

Monsieur Le Ministre, je vous demande d'agir rapidement, très rapidement, dans une semaine il sera trop tard

Vous remerciant par avance, veuillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de mes meilleures salutations.

Philippe RICHARD,

P.J. :

- Rapport descriptif des faits, 13 pages

Copie :

- **Monsieur le Président de La République**, M. Nicolas SARKOZY, Palais de l'Elysée, 55 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS
- **Monsieur le Ministre de la Justice et des Libertés**, Place Vendôme, 75001 PARIS